

arrêté mis en ligne le 2 mai 2024

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques/CS

**ARRETE**  
**DU MAIRE DE LIBOURNE**  
**Du 2 MAI 2024**

ST/A-2024-348

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1<sup>er</sup> septembre 2022.

Vu la demande présentée par l'entreprise FAYAT sise 197 avenue Clément Fayat – BP 160 – 33502 LIBOURNE Cedex et ses sous-traitants, dans le cadre des travaux de réhabilitation des réseaux rue de la Bordette.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

**ARRETE:**

**ARTICLE 1° - Le vendredi 3 mai 2024 et du 13 mai 2024 jusqu'au 15 mai 2024**, le stationnement sera interdit rue de la Bordette, au droit du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

**ARTICLE 2° - Le vendredi 3 mai 2024**, la circulation sera interdite rue de la Bordette dans la partie comprise entre le n°90 et la rue Rosa Bonheur, au droit du chantier.

**ARTICLE 3° - A compter du 13 mai 2024 et jusqu'au 15 mai 2024**, la circulation sera interdite rue de la Bordette dans la partie comprise entre la rue du Général Monsabert et le petit Chemin de Beauséjour, au droit du chantier.

**ARTICLE 4°** - La signalisation et la déviation nécessaires seront mises en place par l'entreprise.

**ARTICLE 5°** - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

**ARTICLE 6°** - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7°** - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ D'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ D'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de la Ville le deux mai deux mille vingt-quatre.



Le conseiller délégué à la voirie,  
à la propreté,  
au Centre Technique Municipal  
et au plan communal de sauvegarde

\* Bilal HALHOUL

Signé électroniquement par : Bilal Halhoul  
Date de signature : 02/05/2024  
Qualité : Parapheur B Halhoul Libourne